



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-27245>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-27245**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Travaux mécanisés sur les itinéraires de randonnée inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes

**Description** : Travaux mécanisés sur les itinéraires de randonnée inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes

**Identifiant de la procédure** : 60d6613d-937c-48e8-8a53-c15a85a48b18

**Identifiant interne** : 2025A0013

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45233160 Chemins et autres aires empierrées

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,600,000 Euro

#### 2.1.4 Informations générales

##### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique et au règlement de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Travaux mécanisés sur les itinéraires de randonnée inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes

**Description** : Travaux mécanisés sur les itinéraires de randonnée inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) sur l'ensemble du département des Alpes-Maritimes

**Identifiant interne** : Lot unique

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45233160 Chemins et autres aires empierrées

**Options** :

**Description des options** : Accord-cadre d'une durée de 12 mois sans minimum, montant maximum: 400.000 € HT, reconductible 3 fois pour la même durée et pour le même montant maximum par décision expresse de l'acheteur.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée : 48 Mois**

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements : 3**

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** Se référer aux documents de la consultation

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA : 1,600,000 Euro**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,600,000 Euro**

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Délai de validité des offres est de 5 mois. Instance chargée des procédures de recours et délais d'introduction des recours : se référer au Règlement de Consultation.

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Objectif du marché public stratégique :** Réduction des incidences sur l'environnement

**Description :** Se référer au règlement de la consultation.

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** Autre

**Critères marchés publics écologiques :** Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

**Objectif social promu :** Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** niveau minimal de capacité technique

**Description :** le candidat devra justifier des certificats de qualification professionnelle (ou équivalents) exigés suivants: - FNTP 7263 : structures en maçonnerie - reprise en maçonneries ; - FNTP 2542 : autres ancrages - FNTP 761 : Travaux sur cordes ; - FNTP 2322 : Travaux de terrassement courant en milieu non urbain ; - Certification Qualipaysage « élagage statut spécialisé »

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Pas de niveau minimal de capacité financière

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type** : Prix

**Nom** : Le prix

**Description** : Le prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : La Valeur Technique

**Description** : SSous critère 1 : organisation des chantiers et mesures de sécurité (10 points) Sous critère 2 : compétences et qualifications professionnelles des personnels (8 points) Sous critère 3 : matériel, outillages, équipement technique (2 points)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Nom** : La valeur environnementale

**Description** : - Description des mesures mises en place pour limiter les nuisances environnementales (noté sur 12) - Présentation des éléments démontrant le savoir-faire en matière de protection environnementale (certification iso 14000, charte environnementale...) (noté sur 4) - Existence d'un PAE (noté sur 4)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://marches-securises.fr/>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 07/04/2025 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre** : 5 Mois

**Informations qui peuvent être complétées après la date limite de présentation des offres :**

À la discrétion de l'acheteur, certains documents manquants relatifs au soumissionnaire peuvent être transmis ultérieurement.

**Informations complémentaires :** se référer au Règlement de consultation

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

**Organisation qui traite les offres :** CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CG des A-M - Direction de l'Environnement de la Gestion des Risques

**Numéro d'enregistrement** : 22060001900016

**Adresse postale** : Route de Grenoble

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : rgrattarola@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Télécopieur** : +33

**Adresse internet** : <http://www.cg06.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur** : <http://www.cg06.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : NICE CEDEX 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal Administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : ca882019-c652-4d4c-824a-f290e5d3c954 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 11/03/2025 à 09:36

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 11/03/2025